

Nouvelles locales du jeudi 16 janvier 2014

@rib News, 16/01/2014 | Société- La ministre de la Fonction publique annonce que toute personne qui a perdu son proche lors des différentes crises qui ont secoué le Burundi alors que le disparu était fonctionnaire public sera indemnisée conformément   la loi. Annonciate Sendazirasa précise que le gouvernement a décidé que personne ne soit oublié dans ce processus malgré son ethnie ou sa provenance régionale et cela devra concerner toutes les victimes et pas seulement celles de 1972. Elle déclare cela au moment où le courant de réhabilitation du parti Uprona vient de déclarer que les Tutsi ont été oubliés dans le processus d indemnisation des victimes des crises cycliques qui ont endeuillé le Burundi.   [rtnb/bonesha]

  Justice- Le procureur général près la cour anti corruption affirme que ce parquet n a pas fait de grandes investigations dans le dossier d accusation contre Maître Isidore Ruyikiri. Selon Isaac Kubwayo, ils ont utilisé des informations et pièces en provenance du service PAGE du ministère des finances, lequel service a été désigné pour effectuer un audit sur la gestion des fonds de l association CEBAC dont Ruyikiri est président. Il demande ainsi   maître Isidore Ruyikiri d amener toutes les pièces justificatives, y compris les quitus de gestion, pour prouver son innocence tout en promettant que le procureur a l obligation d instruire   charge et   décharge. De son côté, Maître Isidore Ruyikiri affirme que les accusateurs ne trouveront aucun élément   sa charge du moment où personne parmi les intéressés n a porté plainte contre lui. [rpa]- Dans cette suite des poursuites contre Maître Isidore Ruyikiri, il vient de recevoir une convocation de se présenter au parquet près la cour d appel de Bujumbura, lundi de la semaine prochaine afin d  tre entendu concernant la requête du procureur général la République qui a demandé   cette cour sa radiation de l ordre des avocats de Bujumbura. Il trouve que cette procédure n a rien de logique. Il précise qu il n a pas peur de cette affaire et qu il est victime de militer pour la justice au Burundi. Selon lui, la vérité finira toujours par vaincre qu on le veuille ou non. Il affirme déjà que tôt ou tard, ses poursuivants seront vaincus et la justice triomphera puisque les arguments qu ils avancent sont dénudés de tout support légal. Il annonce que même s il est radié ou même tué, les procès contre

Burundi seront poursuivis par d autres avocats en son nom, y compris même des étrangers. Enfin, il affirme qu il est d  tre victime d une juste cause d une part et d autre part, très d  su par une justice qui ne fait pas son travail. [bonesha/rpa]- Alors que l ancien commissaire adjoint de la police dans la province de Gitega devrait comparaître ce jeudi   la cour d appel de Gitega, cela n a pas été le cas. En effet, l avocat de Rwembe a adressé une correspondance au président de la cour d appel de Gitega pour lui signifier que son client a perdu un membre de sa famille, sans toutefois préciser le degré de parenté, et qu il devrait participer aux obsèques. Le procureur près la cour d appel a estimé qu il s agit d une manœuvre dilatoire de Rwembe afin de retarder le jugement et a demandé   la cour de prendre des mesures qui s imposent. Cet avis est partagé avec le représentant de l APRODH dans la région centre-est qui voit que Rwembe a peur de se présenter suite aux exactions qui lui sont reprochées. Ce dernier demande aussi la protection des témoins   charge de Rwembe. [bonesha/rpa/isanganiro]

  Economie- Lors de la présentation des réalisations au sein du ministère des finances, le patron de ce dernier a annoncé que le Burundi n est pas   proprement parlé frappé de pauvreté au sens propre du terme. Tabu Abdallah Manirakiza constate que la pauvreté est une notion relative et que les Burundais ne peuvent pas être considérés comme pauvres au moment où tous ne vivent pas de la même façon. Il a en outre annoncé que la dette intérieure s  l ve   plus de 500 milliards alors que la dette extérieure s  l ve   plus de 100 milliards. Il voit de son côté que cette dette publique va plutôt être utilisée dans les investissements. Il reconnaît que suite   l incendie qui a ravagé le marché central de Bujumbura au mois de janvier de l ann e passée, l  tat souffert mais que le pays a abandonné la pratique de demander des avances de fonds   BRB afin de ne pas provoquer une inflation inconsidérée. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro/rtnb]

  Education- Célébration ce jeudi du cinquantenaire de la coopération entre l UNICEF et le Burundi. Le représentant de cette organisation au Burundi estime que des progrès ont été réalisés depuis l ind pendance du Burundi et que presque tous les enfants parviennent   entamer leur formatio scolaire grâce   la gratuité de l enseignement de base. Selon la CNIDH, le droit   l  ducation est plus ou moins garanti pour la quasi-totalité des enfants du pays. Le président de cette commission trouve que depuis l ind pendance, les choses évoluent petit   petit et que la gratuité de l enseignement de base est venue améliorer la situation. Fr re Emmanuel Ntakarutimana constate qu on observe   une amélioration de la situation d une manière générale et même le degré d instruction des filles tend   la hausse dans tous les niveaux de formation. Il trouve que le problème majeur réside dans le manque de salles de classes ou de matériels didactique surtout au primaire alors que c est bien là que les élèves en ont le plus besoin. Il ajoute   cela les salaires des enseignants qui sont au niveau le plus bas et que cela est de nature   ne pas favoriser un sacrifice de la part de ces derniers. La ministre de la santé publique et de lutte contre le Sida a quant   elle fait savoir que le gouvernement est reconnaissant face aux efforts de l UNICEF dans le domaine de la santé des enfants. [rtnb/rpa/bonesha/rtr/isanganiro]